

Les méga-projets d'infrastructures et leurs répercussions à l'échelle locale

De nouvelles infrastructures sont promesses de progrès, mais rarement pour les autochtones

Des axes de transport rapides et efficaces ou une production d'« énergie verte » provenant d'immenses champs d'éoliennes ou de modules photovoltaïques – la création de méga-infrastructures est généralement liée à l'espoir d'un développement économique et d'un accroissement du bien-être des populations locales. Mais, trop souvent, ces espoirs sont déçus, car on ne les consulte pas au préalable et, à cause de ce méga-projet, elles perdent leur base de ressources, leur espace vital et leurs possibilités de revenus. Consulter la population et prendre en compte les diverses répercussions et perspectives, les rapports de force et les possibilités de participation sont autant de conditions indispensables pour que les projets d'infrastructures contribuent durablement au développement local. Or, pour cela, il faut une recherche qui puisse tenir compte de ces différents aspects.

Qu'entend-on par méga-projets d'infrastructures ?

Les *Mega-Infrastructure Projects* (MIP) servent surtout à la reconstruction ou l'extension de réseaux de transports, de réseaux énergétiques ou agricoles par exemple. Ils permettent ainsi de renforcer le maillage mondial, devenant un élément essentiel du développement global actuel. Certes, les MIP ne sont pas une nouveauté, pourtant ils prennent de plus en plus d'importance: au cours des dix dernières années, leur expansion s'est considérablement accrue. C'est le cas par exemple de la « nouvelle route de la soie » promue par la Chine ou de la stratégie « Global Gateway » de l'UE, avec leurs gigantesques corridors de transport et voies commerciales intercontinentales.

Les multiples projets parallèles et concurrents prévus sont reliés les uns aux autres, et montrent que les MIP créent également des interdépendances, motivées politiquement, à l'intérieur même du pays et entre diverses régions du monde. La planification, le développement et la mise en œuvre de ces méga-projets devraient toutefois durer de nombreuses années. De multiples acteurs – États, entreprises nationales et internationales, investisseurs, sans oublier les élites locales – y sont impliqués.¹

Les gigantesques projets d'infrastructures sont aussi bien porteurs d'espoir que d'appréhension. D'une part, les MIP promettent un progrès mondial, le désenclavement des zones reculées et l'amélioration de la situation économique de leurs habitants.^{2, 3} D'autre part, ces méga-projets s'accompagnent de risques sociaux et environnementaux non négligeables. Ils contribuent en partie à une augmentation des émissions de CO₂ et, par conséquent, au changement climatique. Ils entraînent par ailleurs l'augmentation exponentielle du prix des terrains, une urbanisation effrénée, une perte des traditions et des paysages culturels, la dégradation des écosystèmes et le recul de la biodiversité.^{4, 5}

Dans de nombreux cas, les MIP sont planifiés et réalisés sans que leurs promoteurs se soient renseignés de manière appropriée sur les attentes des populations locales en matière de développement. Souvent, lors de la planification et de la mise en œuvre du projet, ils ont, sciemment ou non, ignoré le contexte de propriété collective locale des ressources et du terrain. Alors que la planification des MIP réunit des équipes de multiples horizons, celles-ci laissent généralement peu de chance aux divers acteurs locaux d'y participer en apportant leurs propres visions.^{4, 8}

Considérations scientifiques des MIP

Les MIP promettent un progrès mondial et sont liés à cette promesse de développement et de bien-être. Ils sont d'ailleurs souvent associés explicitement aux 17 Objectifs de dé-

veloppement durable (ODD) de l'ONU.^{2, 3, 6-8} Toutefois, outre la création des réseaux de transports souhaités et la production d'énergie verte, les nouvelles infrastructures conduisent également, dans de nombreux cas, à l'expropriation de terres et à l'appropriation privée du bien commun. Alors que les aspects positifs sont les bienvenus, les dimensions négatives de ces processus peuvent être qualifiées également d'accaparement des terres (*land grabbing*), qui va par exemple de pair avec la perte du bien commun (*commons grabbing*) dans le cadre d'investissements directs.^{8, 9} En ce sens, les MIP sont parfois considérés comme des instruments d'accumulation de capital et de nouvelles options de domination géostratégique.

De plus, en tant que projets de développement, de nombreux MIP n'engendrent pas les effets escomptés: les nouvelles possibilités de travail et de moyens de subsistance, que l'on avait laissé entrevoir aux populations locales, sont inexistantes.^{7, 8} Malgré ces promesses non tenues, les sociétés exploitantes et les gouvernements vantent également leurs immenses centrales solaires, éoliennes ou à biomasse comme «durables». Le débat concernant une production énergétique respectueuse de l'environnement et le développement durable met en avant les avantages matériels et les questions techniques, légitimant ainsi les MIP. Mais en même temps, ce débat masque le fait que, dans de nombreux méga-projets d'infrastructures, l'asymétrie de pouvoir existante et les intérêts financiers jouent un rôle central. Les répercussions négatives pour les populations locales concernées, ainsi que l'absence de consultation risquent d'être occultés lors de la prise de décisions politiques et de

Encadré 1: La recherche sur les MIP en Suisse

Actuellement, des projets de recherche ou d'associations sont en cours dans des universités suisses qui s'intéressent aux MIP et abordent les preuves empiriques des réactions à divers mégaprojets d'infrastructure.

Roadwork: An Anthropology of Infrastructure at China's Inner Asian Borders

Le projet, financé par le Fonds national suisse (FNS) à l'unité d'Anthropologie sociale de l'Université de Fribourg, a pour but de mesurer les effets de certains axes routiers qui vont être construits dans les zones frontalières de la Chine et dans les pays voisins dans le cadre de la Belt and Road Initiative (BRI). La recherche menée dans différents contextes nationaux a révélé qu'aucune route n'est exclusivement bonne. Aucune ne génère automatiquement de la richesse pour toutes et tous ou garantit l'égalité des chances et des sexes. C'est ainsi que des expériences faites au Pakistan et au Tadjikistan montrent que de nouvelles routes rapides relient de manière typique les centres urbains. Cela renforce la position des villes vis-à-vis des zones rurales, ce qui incite encore davantage de personnes à émigrer vers les villes. Avec la construction de tels axes routiers, des centres de commerce ruraux disparaissent et les populations locales perdent les revenus qu'elles tiraient notamment de la fourniture de prestations aux chauffeurs de car et à leurs passagers, ainsi que de la vente de la marchandise transportée.

→ roadworkasia.com

Disenchanted Modernities – Mega-Infrastructure Projects, Socio-Ecological Changes and Local Responses

Dans un nouveau livre, des chercheuses et chercheurs de l'Université de Berne et des organisations partenaires donnent des informations de fond historiques, institutionnelles et culturelles sur différents MIP dans les domaines de l'agriculture, des transports et de l'énergie. Dans seize études de cas – en Asie, en Afrique, en Amérique du Nord et du Sud ainsi qu'en Europe –, elles fournissent des bases empiriques pour le débat sur la modernité des MIP – ainsi que les conditions propices à des réactions locales et au développement d'alternatives.

→ lit-verlag.de/isbn/978-3-643-80378-8

Engaging with the giant: Community-based initiatives and sustainable development around MIPs

Cette initiative lancée par le Centre for Development and Environment (CDE) de l'Université de Berne et des organisations partenaires du Monde du Sud et du Nord vise à établir une recherche transformationnelle en vue d'un développement durable: elle soutiendra des processus d'apprentissage et des solutions pratiques permettant aux communautés locales de participer à l'élaboration des MIP. L'initiative élabore également des recommandations pratiques pour la promotion des réglementations politiques en Suisse ainsi que dans certains pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

→ cde.unibe.ch/research/cde_series/engaging_with_the_giant/index_eng.html

la planification ou de la réalisation d'un MIP. Cette dissimulation des asymétries de pouvoir et des questions politiques derrière une rhétorique du développement et des approches techniques est du reste considérée comme une opération de dépolitisation ou «machine antipolitique».¹⁰

Dans ce contexte conflictuel, des études en sciences sociales tendent à adopter un point de vue basé sur des preuves. Elles se concentrent sur des sujets de recherche comme la question de savoir quels sont les décideurs dans les MIP – et comment leurs décisions sont structurées et appliquées. Elles s'intéressent aussi aux questions concernant les effets des MIP sur les populations locales et l'environnement. Les scientifiques examinent en outre quelles sont les valeurs culturelles et sociales qui déterminent la façon dont des projets sont perçus localement et s'ils sont soutenus ou plutôt rejetés. Dans une perspective transdisciplinaire, axée sur la recherche de solutions, ils se demandent au moyen de quels processus ils pourraient davantage intégrer les acteurs locaux pour concrétiser le développement durable.

Conclusions scientifiques sur l'impact des MIP et les réactions locales

De nombreux exemples prouvent, d'une part, que les MIP bouleversent souvent les systèmes économiques, politiques et sociaux – et génèrent donc des problèmes supplémentaires, par exemple le déplacement d'une partie des populations locales, des dédommagements insuffisants et des expropriations, la pollution de l'environnement et les problèmes de santé qui en découlent. Les MIP sont parfois

responsables de la spirale de l'endettement qui touche des pays tout entiers.

Mais il existe, d'autre part, des cas isolés dans lesquels des mouvements associatifs locaux ont pu se défendre des effets négatifs des MIP. Des actrices et acteurs locaux ont réussi, parfois, à faire entendre leur voix – et à veiller à ce que leur situation peu envieuse soit reconnue et que leurs propres souhaits et stratégies soient pris en compte lors de la mise en œuvre du méga-projet en question.

Des études scientifiques montrent que des systèmes politiques démocratiques qui fonctionnent constituent une condition essentielle pour la cogestion locale et pour une meilleure collaboration avec les grands projets. Un exemple en Suisse a récemment fait la une des journaux: à Bienne, une ville moyenne du canton de Berne, des groupes de citoyennes et citoyens ont réussi à stopper l'extension d'une partie du réseau autoroutier national. Ainsi, les intérêts de l'urbanisme modéré et de la protection de la nature l'ont emporté sur les gains de mobilité.

Bien que les autorités fédérales n'aient pas prévu de processus de participation politique décentralisée pour ce projet d'autoroute, les citoyens et les citoyennes ont pu s'engager avec succès: le projet déjà élaboré a été retiré. En même temps, ces protestations ont abouti à un compromis pour l'accès à l'autoroute et des aménagements routiers alternatifs qui permettent de conserver des immeubles anciens et de préserver le paysage urbain.¹¹

Encadré 2 : Recherches futures sur les MIP

- **Éthique de recherche:** pour la recherche sur les MIP, on tiendra compte des approches de recherche en partenariat, des approches sensibles aux conflits et des questions de déontologie de la recherche.
- **Méthodologie et qualité des données:** cette recherche devrait suivre une approche interdisciplinaire qui combine et intègre de manière souple diverses méthodes et réunit des données à la fois quantitatives et qualitatives.
- **Recherche transdisciplinaire pour le développement durable:** compte tenu des vastes défis que représentent les MIP, la recherche ne doit pas se contenter de décrire en analysant les données. La recherche transdisciplinaire dans les sur les MIP est nécessaire pour élaborer des solutions basées sur les connaissances, avec la participation des groupes de population locaux, prendre en compte différentes perspectives sur le développement durable local, aider à surmonter les contradictions et respecter les droits à la terre, aux ressources et au travail, et plus généralement les droits de l'homme.
- **Diversité des actrices et acteurs et de leurs stratégies:** les projets de recherche doivent prendre en considération la diversité et l'hétérogénéité des actrices et acteurs impliqués et concernés et s'intéresser à leurs motivations et actions stratégiques.
- **Les rapports de force et leur perception:** pour comprendre les diverses formes de réactions locales aux MIP, les rapports de force en présence et le pouvoir de négociation des différents actrices et acteurs, de l'État et des investisseurs doivent être étudiés et pris en compte.
- **Accroître le pouvoir de négociation des actrices et acteurs concernés:** l'analyse de la diversité des actrices et acteurs concernés, de leurs réseaux, des rapports de force, des bases légales et l'identification des personnes servant d'intermédiaires aident à renforcer le pouvoir de négociation des actrices et acteurs concernés, afin qu'ils soient en mesure de participer aux décisions relatives aux MIP et, ainsi, mieux défendre leurs droits à la terre et aux ressources.
- **Mécanismes de résolution de conflits:** l'étude des mécanismes de résolution de conflits et leur fonction aide, dans des MIP spécifiques, à reconnaître les divers impacts négatifs de tels projets et à trouver un moyen d'y remédier.
- **Utilité des études de cas locales pour d'autres recherches et pratiques:** des analyses comparatives de cas apportent une contribution essentielle à une meilleure compréhension théorique et pratique des MIP, et de tirer divers enseignements à partir de l'analyse d'exemples de «meilleures pratiques».

Conclusions

Les réactions locales aux MIP sont multiples. Elles vont de la mobilisation de groupes de soutien et de médiatrices et médiateurs locaux, de l'organisation de manifestations spontanées et d'actes de sabotage, jusqu'au développement de mouvements bien organisés, qui peuvent également défendre leurs intérêts et leur cause à l'égard d'États et d'investisseurs internationaux.

Pour le développement durable, l'étude des diverses réactions locales aux MIP, parfois créatives, et des conditions sous lesquelles celles-ci sont possibles, est d'une importance capitale. Une telle recherche montre, d'une part, comment les MIP pourraient être mis en œuvre sans exclure la population locale et son environnement, mais au contraire en incluant des perspectives différentes sur le développement durable. D'autre part, de telles recherches fournissent des bases pour évaluer non seulement l'importance des méga-projets d'infrastructure du point de vue de la politique économique, mais aussi leur durabilité sociale et écologique. Toutefois, pour que la recherche puisse fournir de tels constats et contribuer au développement durable, elle devrait prendre en compte des aspects éthiques et méthodologiques spécifiques (voir encadré 2).

Littérature

- 1 Flyvbjerg B (2017) **The Oxford Handbook of Megaproject Management**. Oxford University Press. ISBN 978-0198732242
- 2 De Vries P (2007) **Don't compromise your desire for development!** A Lacanian/Deleuzian rethinking of the anti-politics machine. *Third World Quarterly*, 28(1), 25-43.
- 3 Harvey P, Knox H (2012) **The Enchantments of Infrastructure**. *Mobilities* 7 (4). <https://doi.org/10.1080/17450101.2012.718935>
- 4 Ascensão F, Fahrig L, Clevenger AP, Corlett RT, Jaeger JAG, Laurance WF, Pereira HM (2018) **Environmental challenges for the Belt and Road Initiative**. *Nature Sustainability*, 1(5). <https://www.nature.com/articles/s41893-018-0059-3>
- 5 Joniak-Lüthi A (2020) **A road, a disappearing river and fragile connectivity in Sino-Inner Asian borderlands**. *Political Geography* 78. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2019.102122>
- 6 Rasmussen MB, Lund C (2018) **Reconfiguring Frontier Spaces: The territorialization of resource control**. *World Development* 101 (1). <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.01.018>
- 7 Haller T, Belski JM, Rist S (2018) **The Constitutionality Approach: Conditions, Opportunities, and Challenges for Bottom-Up Institution Building**. *Human Ecology* 46 (1-2). <https://doi.org/10.1007/s10745-018-9966-1>
- 8 Haller T, Käser F, Ngutu M (2020) **Does Commons Grabbing Lead to Resilience Grabbing? The Anti-Politics Machine of Neo-Liberal Agrarian Development and Local Responses**. *Land* 9 (7). <https://doi.org/10.3390/land9070220>
- 9 Giger M, Nolte K, Anseeuw W, Brey T, Chamberlain W, Messerli P, Oberlack C, Haller T (2019) **Impacts of large-scale land acquisitions on common-pool resources**. Routledge.
- 10 Ferguson J (1994) **The Anti-Politics Machine**. University of Minnesota Press.
- 11 Schönenberg L (2022) In print. **Walk to Resist: Contesting a Large-Scale Road Project in the City of Biel, Switzerland**. In Haller T, Weissman S (eds.) *Disenchanted Modernities*. LIT Verlag. ISBN 978-3-643-80378-8

ODD : les objectifs de durabilité internationaux de l'ONU

Avec cette publication, l'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT) contribue aux objectifs 8, 9, 10 et 16 :

« Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous », « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation », « Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre » et « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable ».

> sustainabledevelopment.un.org

> eda.admin.ch/agenda2030/fr/home/agenda-2030/die-17-ziele-fuer-eine-nachhaltige-entwicklung.html



MENTIONS LÉGALES

ÉDITRICE ET CONTACT

Académie des sciences naturelles (SCNAT)
Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE)
Maison des Académies • Laupenstrasse 7 • Case postale • 3001 Berne • Suisse
+41 31 306 93 49 • kfpe@scnat.ch • kfpe.scnat.ch [@scnatCH](https://twitter.com/scnatCH)

PROPOSITION DE CITATION

Haller T, Joniak-Lüthi A, Oberlack C, Lundsgaard-Hansen LM, Hurni K, Weissman S (2023) Les méga-projets d'infrastructures et leurs répercussions à l'échelle locale. *Swiss Academies Factsheets* 18 (1)

AUTEURS ET AUTEURS

Tobias Haller, Université de Berne, Institute of Social Anthropology (ISA) • Agnieszka Joniak-Lüthi, Université de Fribourg, Unité Anthropologie Social • Christoph Oberlack, Université de Berne, Centre for Development and Environment (CDE) et Institut de Géographie • Lara M. Lundsgaard-Hansen, Université de Berne, Centre for Development and Environment (CDE) • Kaspar Hurni, Université de Berne, Centre for Development and Environment (CDE) • Samuel Weissmann, Université de Berne, Institute of Social Anthropology (ISA)

DIRECTION DE PROJET

Tobias Haller (ISA) • Fabian Käser (KFPE)

RÉDACTION

Ori Schipper

TRADUCTION

Nicole Viaud

Cette fiche d'information s'appuie sur les sources disponibles ainsi que sur les résultats d'un atelier d'experts tenu en juin 2021 avec des chercheurs suisses de différentes disciplines. Le projet a été dirigé par la Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE) et l'Institut d'anthropologie de l'Université de Berne (ISA).

MISE EN PAGE

Olivia Zwygart

PHOTO

Prof. Dr. Agnieszka Joniak-Lüthi.

ISSN (online): 2297-1610

DOI: 10.5281/zenodo.7594904

